

Intergroup
SUSTAINABLE HUNTING, BIODIVERSITY & COUNTRYSIDE ACTIVITIES
Intergroupe
CHASSE DURABLE, BIODIVERSITÉ & ACTIVITÉS RURALES
Intergruppe
NACHHALTIGE JAGD, BIODIVERSITÄT & LÄNDLICHE AKTIVITÄTEN
Intergruppo
CACCIA SOSTENIBILE, BIODIVERSITÀ & ATTIVITÀ RURALI
Intergupo
CAZA SOSTENIBLE, BIODIVERSIDAD & ACTIVIDADES RURALES

Réunion du 05.07.2006
Vers une alliance d'organisations de la ruralité

Députés

ATTARD-MONTALTO, John (PSE, Mt)	KONRAD, Christoph (PPE-DE, De)
BERLATO, Sergio (UEN, It)	MAYER, Hans-Peter (PPE-DE, De)
DEß, Albert (PPE-DE, De)	PIEPER, Markus (PPE-DE, De)
EBNER, Michl (PPE-DE, It)	REUL, Herbert ((PPE-DE, De)
FERBER, Markus (PPE-DE, De)	SCHIERHUBER, Agnes (PPE-DE, At)
FLORENZ, Karl-Heinz (PPE-DE, De)	SEEBER, Richard (PPE-DE, At)
HELMER, Roger (NI, UK)	SOMMER, Renate (PPE-DE, De)
KLAß, Christa (PPE-DE, De)	

Représentés

BACO, Peter (NI, Sk)	PODESTA, Guido (PPE-DE, It)
----------------------	-----------------------------

Excusés

DIAZ de MERA, Agustín (PPE-DE, Es)	LETHINEN, Lasse (PSE, Fin)
EK, Lena (ALDE, Sw)	LULLING, Astrid (PPE-DE, Lux)
FRIEDRICH, Ingo (PPE-DE, De)	McCARTHY, Arlene (PSE, UK)
GALA, Milan (PPE-DE, Sk)	MATHIEU, Véronique (PPE-DE, Fr)
HOPPENSTEDT, Karsten F. (PPE-DE, De)	WATSON, Graham (ALDE, UK)
JEGGLE, Elisabeth (PPE-DE, De)	

Experts/Observateurs

BERTAMINO, Teresa (EP Service Juridique)	HOGGARTH, Tim (FACE UK)
BORCHERT, Jochen (MP, Präsident DJV)	KRYSTYNA, Marcinkiewicz (EBCD)
BORTLOVA, A. (ELO)	SYMONS, Despina (EBCD)
BOSTEELS, Jean-Louis (FACE Be)	de TURCKHEIM, Gilbert (Président FACE)
CARETTA, Maria Christina (CONFAVI)	von WÜLFING, Goddert (DJV)

Assistants

KAPRACIKOVA, Ivana (P. BACO)	SCHLERITZKO, Ludwig (A. SCHIERHUBER)
MARTIN, David (R. HELMER)	UNTERKOFLER, Myriam (M. EBNER)

Secrétariat

ESPÁRRAGO, Manuel (FACE)
LECOCQ, Yves (FACE)
von STEYNITZ, Max (FACE)

1. Introduction et remarques préliminaires

M. EBNER, Président et Coordinateur de l'Intergroupe, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue à tous les Députés présents et représentés, ainsi qu'aux orateurs conviés, experts et invités.

2. Développement de possibilités en Allemagne

J. BORCHERT commence son discours en évoquant le manque de compréhension grandissant dans l'avenir des zones rurales comme conséquence directe de l'urbanisation de la société. Ceci inclut une recrudescence du rejet du prélèvement d'animaux ainsi que de l'utilisation naturelle de l'environnement de façon traditionnelle. Prenant l'Allemagne comme exemple, il explique comment différentes associations rurales se sont regroupées pour former l'« Alliance d'action Forum Nature ». Ce groupe est composé d'agriculteurs, jardiniers, viculteurs, propriétaires de forêts, pêcheurs, chasseurs et monteurs de chevaux – au total six millions de membres et personnes de zones rurales. Le but de cette alliance est de renforcer la perception de la société et des politiques pour les intérêts du monde rural et de les inclure encore plus au niveau de la prise de décision. La perception de l'environnement est telle que l'on a oublié, ou plutôt effacé de notre esprit que les zones rurales fournissent un moyen de subsistance pour beaucoup de personnes. C'est un élément important et à part entière, qui représente un marché hautement attractif, où vit 40% de la population allemande. J. BORCHERT souligne que 11% de la main-d'œuvre tirent encore leurs revenus des secteurs agricole, sylvicole et alimentaire.

Les débats publics, qui engendrent un manque de réalisme par rapport avec le bien-être animal, la conservation de la nature et la protection environnementale entraînent un sentiment d'inquiétude. Il explique que de plus en plus de réglementations et législations provoquent des restrictions sur la propriété et les utilisations de ressources naturelles, ce qui entrave le processus économique. La conservation de la nature et des espèces n'est pas atteinte par l'intermédiaire de zones de protection stricte, mais plutôt par des accords volontaires et une coopération avec toutes les parties. Ainsi, le « *Forum Nature* » milite pour une politique à l'avantage des droits de possession de propriété privée. L'accord contractuel devrait passer avant les réglementations juridiques et la conservation de la nature, la protection de l'environnement et le bien-être animal devraient être créés uniquement avec et non contre les utilisateurs et les propriétaires. J. BORCHERT met en avant l'objectivité avec laquelle le Forum mène son travail politique. Dans ce sens, il voit également de grandes chances pour l'Europe qu'une alliance des organisations rurales affirme durablement les intérêts des zones rurales.

3. Countryside Alliance – une organisation avec de nombreux rôles

Tim HOGGARTH du *British Countryside Alliance* (CA) a ensuite fait référence au travail et à l'organisation de cette grande association dont le budget annuel est approximativement €9.7 millions et qui compte quelque 50-60 employés à temps plein. A côté du CA, il y a 30 autres groupes d'intérêt individuels et associations de zones rurales au Royaume-Uni (dont 20 d'entre eux sont à la FACE-UK). Ils sont représentés en Angleterre et au Pays de Galles, ainsi qu'en Irlande et en Ecosse. En outre du CA, les plus grandes organisations sont le *British Association for Shooting and Conservation* (BASC) et le *Country Land and Business Association* (CLA), ainsi que le *National Farmers Association*. Il explique les objectifs et intérêts principaux du CA, en particulier la promotion et la défense de la vie rurale et la protection de la base d'existence, et mentionne que les opinions de la population rurale contribuent au processus politique. Assurer d'utilisation durable et la productivité de la terre pour tous les aspects est un autre objectif.

Il informe ensuite les participants sur la campagne d'intérêt intensive du CA, qui est basée sur le travail au Parlement et des campagnes d'éducation dans la presse régionale et nationale. Ceci inclut un contact direct avec les politiciens, fonctionnaires et autres preneurs de décision.

En se basant sur des exemples qu'il donne, il illustre comment le CA essaie d'aborder le thème de la chasse dans les médias comme le récent *Hunting Act* qui interdit la chasse à courre, entraînant d'énormes protestations de la part de la population et dont l'impact est en train d'être réexaminé sur le plan politique. Une *hunting campaign*, qui possède une stratégie à trois niveaux incluant l'opinion publique, projets nationaux, événements régionaux, un projet « viande de gibier », qui a touché 46 millions de personnes et a conduit à une forte augmentation de sa consommation, ainsi qu'un projet de développement de la pêche, qui a permis de mettre à disposition du matériel et de l'éducation, sont d'autres exemples de l'étendue de l'engagement du CA dans différents domaines à thématique rurale.

La *Countryside Alliance* représente un contrepoids important au nombre croissant de protecteurs et d'organisations (extrémistes) de la nature et du bien-être animal pour permettre de faire face aux informations et articles tendancieux publiés dans les médias.

4. Discussion

Suite aux deux exposés, A. SCHIERHUBER insiste sur l'impact de la chasse et de la pêche et souligne les facteurs économiques. Elle déplore les opinions extrémistes de l'opposition, qui ne reconnaît pas cette contribution pour entretenir et prendre soin de la nature. Il est important de s'impliquer régulièrement au PE pour faire passer ce message et elle considère ceci comme un thème central pour l'Intergroupe.

S. BERLATO explique que dans la société rurale, 6-7% de la main-d'œuvre est impliquée dans la maintenance d'environ trois quarts des terres de l'UE de surface cultivable ou couvertes de forêts – il faut que ceci se sache pour les générations futures. Il explique également que 47% des produits du travail lié à la chasse et ses dérivés sont disponibles pour la majorité de la population, mais que les chasseurs ne reçoivent rien en échange financièrement. En fait, ils doivent même les financer eux-mêmes en grande partie, bien que ce soit des services inestimables.

T. HOGGARTH mentionne l'importance d'une influence directe au niveau des parties concernées aux parlements (nationaux). Les Députés doivent comprendre comment et pourquoi on représente et on se bat pour nos intérêts.

J. BORCHERT est du même avis et insiste que les Députés doivent être informés au préalable sur les intérêts en jeu et aussi comprendre les implications pour leurs circonscriptions.

G. de TURCKHEIM appuie le commentaire et prend l'Allemagne comme un exemple où il est possible d'utiliser son influence et bâtir quelque chose. Il y a seulement 300,000 chasseurs en Allemagne ; toutefois le « *Forum Nature* » a approximativement 6 millions de membres, ce qui représente potentiellement 12 millions de d'électeurs potentiels si les familles sont incorporées. Cela correspond à un argument politique important et pourrait aider la chasse à sortir de son isolation politique. Les gens qui entre-temps déménagent de plus en plus pour aller vivre à la campagne, doivent être informés de ce qui les entoure, afin de développer une compréhension totale pour ce qui les a attiré à la nature en premier lieu.

C. KLAB demande comment on peut empêcher des projets européens en rapport avec la Directive « Oiseaux » ou « Habitats » d'empiéter sur d'autres thèmes afin que les résultats ne soient pas contre-productifs.

A ce sujet, J. BORCHERT plaide pour une réglementation transfrontalière pour les organisations rurales plutôt que des accords nationaux. Ceci garantirait que les deux partenaires bénéficient de tels accords régionaux.

J. ATTARD-MONTALTO croit que les politiciens maltais impliqués dans la chasse ne dévoilent pas ceci librement en public à cause d'une pression extérieure énorme. Il demande donc comment faire face à la pression des opposants à la chasse.

S. BERLATO fait la promotion d'un lobby pour la zone rurale entière de l'UE. Des experts en communication doivent prendre en charge tout le travail explicatif, sinon personne ne peut aller au-delà des discours théoriques de l'Intergroupe et aucun message n'est envoyé. Il invite la FACE à communiquer ses expériences positives et à lui donner ainsi qu'à l'Intergroupe toutes les informations venant des Etats Membres, afin d'avoir une approche didactique auprès des écoles. Il faut copier les résultats positifs et les exporter. Lui-même connaît des politiciens qui s'élèvent contre la chasse par ignorance et ceux-ci doivent recevoir les informations correctes.

J. BORCHERT fait référence au fait que la majorité des politiciens ont une opinion favorable de la chasse. Toutefois, les politiciens devraient admettre leur statut de chasseur et par conséquent éclairer les autres à ce sujet.

M. EBNER affirme que c'est aussi un facteur économique et que les chasseurs doivent soutenir le thème de « prélèvement » durable. Il se demande quelles sont les chances de convaincre la communauté agricole du danger mais en même temps obtenir leur soutien pour le thème de la ruralité. Il se demande si le facteur psychologique est assez fort.

J. BORCHERT répond que les chiffres d'adhésion aux organisations rurales sont en train de chuter. Selon lui, à la lumière de ceci, les intérêts individuels aussi bien que les intérêts communs doivent et ne peuvent être promus qu'à travers une *coopération* étroite des organisations rurales.

Selon R. SOMMER, les intérêts des utilisateurs doivent être unis. Personne n'a plus aucune conception de la nature. Afin de maintenir le paysage naturel et culturel, des règles appropriées doivent être mises en application au niveau national et régional.

5. Divers

Aucuns autres thèmes n'ont été soulevés sous ce point de l'ordre du jour.

6. Prochaine réunion

La prochaine réunion aura lieu après la coupure de l'été le mercredi 27 septembre et portera sur le thème des « armes de chasse et de sport dans l'UE ».

M. EBNER remercie tous les orateurs et participants pour leur participation active et ferme la session.

Max von STEYNITZ
Public Affairs Officer